

Enquête Publique

Création d'un centre de tri de colis à Fournes

Réunion des élus et des responsables des collectivités publiques
Le 27 juin 2019 au siège de la communauté de communes Pont du Gard

Préambule :

La commission d'enquête a souhaité consulter les élus de la communauté de commune du Pont du Gard. Le directeur de la CCPG a organisé une réunion d'élus disponibles favorables ou non au projet pour que la commission d'enquête recueille leurs observations.

La réunion commence à 14h

Étaient présents :

Claude Martinet président de la CCPG maire de Montfrin
Laurent Diogon conseiller municipal de Fournes
Guilhem Quairol DGS de la CCPG
Claire Huber directrice du PETR Uzege Pont du Gard
Tony Philippi stagiaire
Martine Laguerie maire d'Estezargues
Louis Donnet maire de Domazan
Benoit Garrec maire de Collias

Les membres de la commission d'enquête : Pierre Fériaud président, Henri Legrand, Etienne Tardiou

Mr Fériaud présente la démarche en proposant que chacun s'exprime sur le sujet avec un échange informel à la suite.

- Mr Martinet précise que le conseil municipal de Remoulins a donné un avis favorable au projet à l'unanimité et le conseil de la CCPG à la quasi unanimité.
Il précise que la priorité des élus est de favoriser l'emploi et d'améliorer les recettes fiscales. Il considère que les conditions d'emploi ne sont pas plus précaires que dans nombre d'entreprises locales dont certaines ont connu des difficultés
- Mr Diogon est favorable au projet, il mentionne que 2 élus y sont opposés au regard des conséquences concernant l'imperméabilisation des terres. Son avis favorable tient notamment aux conséquences sur les recettes fiscales, au fait que de son point de vue la zone est déjà polluée, et à son attachement à la CCPG
Il mentionne que la CCPG a un double label : contrat de transition écologique et territoire d'industrie. **Ce projet est important pour la pérennité des collectivités locales.**

Sur le thème de la fiscalité un échange rapide situe les incidences autour de 100 000 € pour la commune et 350 000 € pour la CCPG. La fermeture de la centrale d'Aramon a conduit à une absence de recette de 4M€.

- Mr Quairol (fonctionnaire) considère ce projet utile pour la CCPG , la zone ayant vocation à accueillir une activité économique

- Mme Huber signale qu'elle a fait une contribution sur le registre dématérialisé. Elle signale que l'imperméabilisation des terres est majoritairement dû à l'empreinte de l'habitat (80%) ce qui permet de relativiser les observations sur ce point, Il n'y a pas de concurrence avec le commerce local et le niveau de compensation apporté par Argan est élevé et plutôt inhabituel au regard de la surface des terrains concernés. **Par ailleurs Pôle emploi est prêt à accompagner le projet.**
- Mme Laguerie est favorable au projet au regard de l'emploi, dans la mesure où les règles du droit français sont respectées, elle note aussi les recettes fiscales. **Le chômage est la plaie actuelle. Il vaut mieux des emplois même difficiles que le chômage. Les compensations sont importantes puisque pour la Pie Grièche la surface compensée est multipliée par 10. Par ailleurs elle fait confiance aux services de l'Etat qui ont instruit le dossier.**
- Mr Donnet considère cette installation favorable à l'emploi et à la CCPG qui est une institution permettant de garder la proximité avec les habitants
- Mr Garrec dit qu'il est opposé à la réalisation de ce centre au regard des conséquences en ce qui concerne l'imperméabilisation des sols, le trafic des camions, l'optimisation fiscale pratiquée par AMAZON, et la pérennité des emplois créés. Il est opposé au modèle d'organisation du travail porté par cette entreprise qui est « anti-écologique ».

Quelques dispositions particulières sont discutées :

- Le trafic généré dont les composantes « spatiales » devraient être précisées
- La garantie de provisionnement du coût du démantèlement éventuel au terme du bail de location
- La dérogation nécessaire pour la destruction d'espèces protégées.

La séance est levée à 16h15